



L'INCORRUPTIBLE

Bulletin des Amis de Robespierre (A.R.B.R.)

n° 88

2ème trimestre 2014

" Carnot était travailleur, sincère dans tout, sans intrigues, mais facile à tromper. Il montra toujours un grand courage moral. Il a été fidèle, probe, travailleur, et toujours vrai." Napoléon Ier, 1810

Maximilien Robespierre et Lazare Carnot

Il se sont connus à Arras avant la Révolution, y ont fréquenté les mêmes cénacles, se sont retrouvés tous deux choisis par le Pas-de-Calais comme députés à la Convention et, par la suite, à la fois étroitement associés et violemment opposés durant quelques mois au Comité de Salut public, l'un, Carnot, ayant finalement participé à la condamnation de l'autre, Robespierre.

Il nous a semblé intéressant de chercher à comprendre ce qui différenciait, assez profondément pour en faire des ennemis, ces deux éminents révolutionnaires qui ont ensemble largement contribué à la victoire des armées de la Révolution contre l'Europe coalisée.

Nous nous efforcerons donc dans ce bulletin et les suivants de faire mieux connaître qui était Lazare Carnot, aujourd'hui officier du génie, poète et député, demain acteur à part entière de la Terreur, puis à la tête du Directoire, bonapartiste etc...



Carnot jeune officier du Génie

L'A.R.B.R.

SOMMAIRE

- Page 2 : C.A Prieur
- Page 3 : Décès de Roger Somville
La mort de Danton
- Page 4 : La Société Républicaine d'Arras à la Convention le 16 août 1793
Vraiment bon élève ce jeune Maximilien
- Page 5-6 : Carnot poète
- Page 6 : Carnot député du Pas-de-Calais
- Page 7 : Comment le roturier Lazare Carnot a-t-il pu devenir Capitaine ?
- Page 8 : *La révolution au pays de Robespierre* : 1791, l'Eglise secouée par de profonds bouleversements
- Page 9 : Publications
- Page 10 : *Ce qu'ils ont dit de Robespierre* : Jean Jaurès
Réédition : Histoire socialiste de la Révolution française

Assemblée Générale de l'A.R.B.R.

Samedi 17 mai

Office Culturel d'Arras
(voir en page centrale)

LES AMIS DE ROBESPIERRE
(A.R.B.R.)

Maison des Sociétés, rue Aristide Briand
62000 ARRAS

Mel : amisderobespierre@orange.fr
Site : www.amis-robspierre.org



I.P.N.S



C. A. PRIEUR

Officier du Génie

Un fidèle de Carnot

Claude-Antoine Prieur-Duvernois dit « Prieur de la Côte d'Or » est né le 22 décembre 1763 à Auxonne (Côte d'Or). Elève à l'Ecole du Génie de Mézières, il en sort lieutenant en second en 1784.

Féru de science (non pas de géométrie ou de mathématique mais de physique) il se met à fréquenter le laboratoire de son cousin Guyton-Morveau, chimiste de grand renom, avec qui il se livre à des expériences sur les gaz.

Capitaine en 1791, il est élu par la Côte d'Or député à l'Assemblée législative. Il ne se signale guère à la tribune mais s'avère un grand travailleur au sein du Comité d'instruction.

Réélu député à la Convention nationale par le département de la Côte d'Or, il vote la mort du roi, écarte l'appel au peuple et refuse le sursis.

En tant que représentant en mission, il fait des tournées d'inspection technique dans les ports, de Dunkerque à Lorient. Il se trouve à Caen lors de la proscription des Girondins (2 juin 1793) et est retenu comme otage au château de Caen. La débâcle fédéraliste de Vernon (13 juillet 1793) lui rend la liberté.

Dès son retour à Paris, il devient membre du Comité de Salut Public (14 août 1793). Après Louis Antoine de Saint-Just, il est le plus jeune membre de ce Comité.

Il y devient l'auxiliaire de Carnot dans l'organisation de la Défense nationale. Carnot dirige le mouvement des troupes et organise les plans tactiques ; Prieur, lui, a la responsabilité de la partie technique des affaires militaires. Il crée en octobre 1793 à Meudon un centre d'expérimentation des armements où se feront les premiers essais d'aérostation militaire (le ballon de Fleurus !), d'essieux à roulement à rouleaux, d'obus à bague de plomb, etc.

Prieur apparaît comme un énorme travailleur, méthodique, opiniâtre, sachant déléguer les tâches et organiser des commissions spécialisées. Il travaille en confiance avec Carnot bien sûr (Prieur écrira plus tard : « Au Comité de Salut Public, Carnot n'eut de liaison amicale qu'avec Prieur son camarade du corps du Génie »), et avec les collaborateurs dont il s'est entouré et avec qui il se trouve en communion de pensée : Guyton, Monge, Berthollet, Hassenfratz et les autres.

Prieur ne prend pas part au complot thermidorien mais il l'accueille avec soulagement.

« La République, mon très cher maître, vient encore une fois d'échapper, ainsi que ses plus fidèles amis, au plus grand danger auxquels (sic) ils aient été exposés jusqu'à ce jour. Robespierre, aspirant à la tyrannie (sic) et ses hypocrites accolites (sic) Couthon et St-Just (...) ont été guillotins sur la place de la Révolution ». Telles sont les premières phrases de la lettre, datée du 10 thermidor An II (28 juillet 1794) qu'écrivit Prieur à son maître et parent Guyton-Morveau alors en mission auprès

de l'armée des Ardennes. Rien ne peut mieux exprimer le soulagement, on dirait presque la jubilation, de ces conventionnels délivrés de la menace mortelle. Prieur avait été témoin des scènes violentes entre Carnot et Robespierre au Comité de Salut Public. Il savait que Carnot était le chef de file désigné de la prochaine épuration et pensait qu'il serait lui-même sur la liste.

Prieur participe avec Lazare Carnot, Gaspard Monge, Antoine-François Fourcroy et quelques autres à la mise en route de l'Ecole centrale des travaux publics (future polytechnique) le 7 vendémiaire An III (28 septembre 1794). Pendant cinq ans, de 1794 à 1798, il protège efficacement la nouvelle Ecole contre plusieurs attaques politiques, ce que confirme le biographe de Prieur, Georges Bouchard : « Nous croyons donc que, en toute équité, on doit attribuer à Monge le mérite d'avoir fondé l'Ecole, à Prieur celui d'avoir permis à cette institution de survivre aux attaques dont elle était l'objet ».

Prieur quitte le Comité de Salut Public le 15 vendémiaire An III (6 octobre 1794). Au plus fort de la réaction thermidorienne, il prend la défense de ses collègues mis en accusation, se déclarant solidaire avec eux :

« Je n'ai point été relégué dans mon bureau ; j'ai concouru, avec mes collègues que l'on accuse, à toutes les mesures qui ont été prises ». Lui-même n'est pas inquiété.

Il est réélu au Conseil des Cinq-Cents par la Côte d'Or où il siège jusqu'en mars 1798 s'occupant de la navigation intérieure, des ports, des Poids et Mesures.

Il se retire de la vie publique après le 18 brumaire An VIII (9 novembre 1799). Carnot, alors ministre de la Guerre, propose son ami pour le grade de général mais n'obtient pour lui que celui de chef de brigade (colonel). A 35 ans, sa carrière est terminée.

Personnage bien attachant que ce Prieur, confiné dans les seconds rôles et dont on oubliera le dévouement régulier et la loyauté sans faille lorsque l'on n'aura plus besoin de lui. Les grands dignitaires sous l'Empire n'auront pas un regard pour lui : on ne donnera même pas la Légion d'Honneur à celui qui avait forgé les armes de Fleurus.

Il s'en ira discrètement dans sa province et ne fera plus parler de lui. Eloigné de la politique, il n'est pas inquiété à la Restauration quand la plupart des régicides sont bannis.

Prieur meurt à Dijon le 11 août 1832 à l'âge de 68 ans.

Docteur Michel CSANYI

BIBLIOGRAPHIE :

Georges BOUCHARD

« Un organisateur de la Victoire : Prieur de la Côte d'Or, membre du Comité de Salut Public »
Ed. R. Clavreuil

Emmanuel GRISON

« Claude-Antoine Prieur »
in Bulletin n° 23 de la SABIX (Société des Amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de l'Ecole Polytechnique).



LE PEINTRE ROGER SOMVILLE EST DECÉDÉ

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris la disparition du célèbre peintre Roger SOMVILLE, décédé à Tervuren (Belgique) le 31 mars dernier, à l'âge de 90 ans.

Roger SOMVILLE, né près de Bruxelles en 1923, était l'auteur de vastes peintures murales tel le décor de la station de Métro Hankar à Bruxelles et d'immenses tapisseries comme celle consacrée au « Triomphe de la Paix » qui orne le Palais des



Thermidor

Congrès. Il peignait tour à tour dans son atelier de Tervuren ou dans celui d'Olmet dans le Puy de

Dôme.

Ce grand artiste belge nous avait fait l'honneur d'adhérer à notre Association presque dès sa création. La dernière fois où nous avons eu le plaisir de le rencontrer c'était à Blérancourt, au côté de M. Vinot, lors d'une exposition de ses œuvres dans la Maison de Saint-Just.

Artiste très engagé, Roger SOMVILLE était en effet passionné par la Révolution française. Il lui avait consacré, notamment à l'occasion du bicentenaire, de nombreux tableaux et croquis d'événements et personnages révolutionnaires. Il nous avait gracieusement autorisés à illustrer nos publications d'un de ses croquis de Robespierre. Nous avons acquis ce grand portrait de Robespierre qui orne la Maison Syndicale des mineurs de Lens.



L'A.R.B.R

Un croquis de Robespierre réalisé par Roger Somville figure dans la zone titre de ce numéro de L'Incorruptible

« la mort de Danton »

Le spectacle du 4 avril annoncé dans le n° précédent a tenu toute ses promesses.

Les deux acteurs d'*A livre ouvert* ont merveilleusement interprété les extraits de la pièce de Georg Büchner, en restituant avec talent l'atmosphère dramatique des derniers jours qui ont précédé l'exécution de Danton.

Le débat avec la salle a permis de resituer l'action dans le contexte politique tendu qui devait se conclure quelques mois plus tard par la disparition de Robespierre.

Cette soirée s'inscrit dans le cadre de la réflexion engagée sur l'opposition Danton / Robespierre, que nous avons entamée l'an dernier.



La Société Républicaine d'Arras à la Convention Nationale le 16 août 1793

En août 1793, la société Républicaine d'Arras soutient la Convention par l'envoi d'une adresse qui sera lu devant les représentants du peuple.

Par cette adresse, la Société Républicaine d'Arras encourage la Convention à ne pas céder aux dangers. En effet, en ce printemps et été 1793, la Nation est en danger.

Les premières pages de cette adresse à la Convention rendent hommages aux révolutionnaires qui ont permis de sauver la Nation notamment lors des journées mémorables des 31 mai et 2 juin. Puis la journée du 10 août 1792, qui « fut un jour de joie... ».

La Société Républicaine en vient rapidement au sujet de cette adresse : « Nous ne venons donc pas vous parler de ce que vous avez fait, mais de ce qui vous reste à faire... Dès le lendemain vous avez annoncé que vous alliez céder la place à vos successeurs, et que vous ne mettiez de terme à votre remplacement que le temps nécessaire pour le préparer. »

« Des ennemis puissants sont à nos portes. Ils sont sur notre territoire, ils le dévastent, ils pillent nos propriétés, ils sont dans le sein de nos villes... Nous n'osons plus serrer un frère dans nos bras, nous craignons toujours d'embrasser un ennemi ; et c'est dans cette affreuse situation qu'on nous propose de dissoudre cette Convention nationale... ».

En un mot, la Société républicaine d'Arras fait une description grave de la situation globale de la Révolution.

En juin 1793 les armées reculent sur toutes les frontières. Dunkerque est assiégée, les espagnols avancent vers Bayonne et Perpignan, tandis que les Piémontais franchissent les Alpes. A l'intérieur, une soixantaine de départements entrent en résistance contre les sans-culottes parisiens, tandis que les vendéens assiègent Nantes après avoir pris Saumur et Angers. Si ce tableau effrayant est vrai, il ne correspond pourtant pas exactement à la réalité. Les armées étrangères avancent lentement, sans détermination, sous-estimant les Français.

La guerre civile devient l'élément majeur pour le devenir de la Révolution. La Révolte fédéraliste prend devient dangereuse pour l'unité de l'Assemblée. A Paris, les Conventionnels adoptent une position de compromis, pour garder une unité à l'Assemblée et échapper à une victoire complète des sans-culottes. Le mois de juin se passe en tractations, pour éviter que les modérés et les indécis ne soient amenés à se rallier au fédéralisme.

Les agitations sont vives à Paris, Marat est assassiné le 13 juillet 1793 ; pour les sans-culottes c'est un martyr, mais pour les Enragés c'est un concurrent qui disparaît. L'assassinat de Marat reclasse d'un seul coup tout le paysage politique. Jacques Roux attaque les Montagnards dans son journal le *Publiciste de la République française*. Le 20 juillet, c'est Leclerc qui relance, *l'Ami du peuple*, titre du premier journal de Marat.

Robespierre parle aux Jacobins, le 5 août : « Deux hommes (Roux et Leclerc), salariés par les ennemis du peuple, deux hommes que Marat dénonça, ont succédé à cet écrivain patriote. C'est par leurs moyens que les ennemis de l'Etat se sont persuadés qu'ils nous entameraient encore. L'acharnement (notamment J. Roux dans son journal) avec lequel ils distillent (Roux et Leclerc) le venin de leur calomnie, au moment où les Fédérés nous arrivent de toutes parts... »

C'est sur la question des rapports avec la Montagne que Marat -à la fin de sa vie- et les enragés - après sa mort - suivent des chemins contraires. Marat place moins d'espoir dans la violence populaire que dans l'alliance avec la gauche de l'Assemblée, Leclerc va, davantage que Roux, durcir progressivement sa critique des Montagnards et remettre en cause la Convention.

Cette position est dénoncée par les jacobins d'Arras qui soutiennent la Convention et Robespierre au mois d'août. Le 6 août, un article violent de Leclerc est publié contre la Convention, qui n'a selon lui, accordé au peuple aucunes de ses demandes.

Robespierre, au nom du Comité de Salut Public, contre-attaque. Roux ne serait qu'un prêtre démagogue et Leclerc un ci-devant « patriote d'un jour ». Le 8 août, Robespierre fait citer la veuve de Marat pour qu'elle dénonce ceux qui usurpent le nom de l'Ami du peuple. Roux essaie de soulever les sections. Il est mis en minorité et emprisonné dès le 22 août. Paris ne s'insurge pas.

La Société Républicaine d'Arras par sa position politique est un allié de la Convention et de Robespierre contre ses ennemis, les Enragés et les Fédéralistes. « Votre devoir est de rester à votre poste, vous ne pouvez quitter vos fonctions sans compromettre le salut de la République...Purgé la France de tous les venins qui l'infectent ; et lorsqu'il arrivera ce jour heureux où vous aurez proclamé que le danger de la patrie est passé, vous quitterez le poste que nous vous avons confié... ».

Bernard Vandeplas

1. Archive Privée. Adresse de la Société Républicaine d'Arras à la Convention Nationale, le 16 août 1793, 8 p.

2. Jean-Clément Martin, « Nouvelle histoire de la Révolution française », éd. Perrin, Paris, 2012, p.376 et suivantes.

3. Idem, p. 378-379.

4. Voir l'ouvrage de Claude Guillon, « Deux enragés de la Révolution : Leclerc de Lyon et P. Léon », éd. La Digitale, 1993, 256p.

5. Jean-Clément Martin, p. 385.

6. A. P., Adresse de la Société Républicaine d'Arras, op. cit.

Vraiment bon élève ce jeune Maximilien !

Pas étonnant qu'on l'ait choisi pour faire un compliment en latin au roi Louis XVI le 11 juin 1775.

En fouillant dans un vieux recueil des lauréats au **Concours Général**, qui était décerné chaque année en Sorbonne dès 1747, on découvre que :

Maximilianus Maria Isidorus de Robespierre (Atrebas), e collegia Ludivici Magni, avait obtenu un 6^e accessit en version latine. On était en 1771, il avait alors 13 ans, il était en quatrième.

L'année suivante, il obtenait encore un 6^e accessit en version latine et un 2^e prix de thème latin.

En 1772 Maximilianus était récompensé pour un 4^e accessit en version latine et un 2^e prix en version latine.

En 1775 (l'année du sacre), il était alors en rhétorique, il obtenait deux seconds prix, l'un en vers latins, l'autre en version latine et un 4^e accessit en version grecque.

En 1776, en rhétorique, vétérans, il était à nouveau récompensé pour un 3^e accessit en version latine.

A noter que son condisciple, Camille Desmoulins, fut lui aussi lauréat du Concours général en 1774, en 1775 et en 1778 (pour un 9^e accessit en discours français).

Carnot poète

Nous remercions la société des Rosati, son président M. Yves Cailleretz, et Mesdames Rose-Marie Normand et Thérèse Ruffault pour leur contribution à notre série d'articles à propos de Carnot, que nous commençons dans ce numéro de *L'Incorruptible*. Rappelons que c'est à Arras, et plus précisément à la société littéraire des Rosati que Robespierre fit la connaissance de Carnot.

Lazare Nicolas-Marguerite Carnot naît à Nolay en Bourgogne le 13 mai 1753. Officier du Génie, savant, politicien et poète, il épouse à Saint-Omer le 17 mai 1791 Marie-Jacqueline Sophie Dupont dont il aura 2 enfants : Saadi (Nicolas-Léonard Saadi) 1796-1832, et Hippolyte (Lazare-Hippolyte) 1801-1888. Officier du corps royal du Génie, il est nommé à Arras pour la surveillance des fortifications.

S'il fut un grand mathématicien appréhendant la science de Newton et Leibniz, Carnot n'en fut pas moins un poète. A 17 ans, il écrit :

*« Je suis donc à moi même et seul dans l'univers
Je m'abandonne à vous ô douces rêveries. »*

Si les jeux de mathématiques sont, comme la poésie, jeux de délasserment, ils sont aussi jeux solitaires. C'est pour sortir de cet isolement qu'en 1786 Carnot entre dans le cénacle le plus original des sociétés littéraires : "Les Rosati" (anagramme d'Artois).

C'est un bien surprenant milieu que celui des Rosati créé un matin de juin 1778 par 9 jeunes gens amoureux de la poésie, dont l'objectif est de mettre en fuite la gravité :

*« Nous, le plaisant synode
Etabli près d'Arras
Nous, qui, malgré la mode,
Savons rire aux éclats,
Et qui n'avons pour code
Que cette loi commode :
Fais ce que tu voudras ! »*

Bacchus et Anacréon en sont les maîtres, mais, pas seulement, car lectures, discussions et critiques sont également abordées lors des réunions.

Et Carnot de préciser : « La société des Rosati n'est pas composée de graves moralistes mais nous n'en sommes pas moins des amis de la vérité. »

C'est en juin 1786 sous le "berceau" des roses à Blangy, que Carnot reçoit d'Herbet (abbé Berthe, Rosati de la première heure) :

*« Ce couplet, ce bouquet, cette rose
Et ce diplôme charmant
Qu'on fit en s'amusant. »*

Dumarquez, autre Rosati, au nom de l'amitié, y va de son petit couplet :

*« Et toi, simple et brillant Carnot
Partage notre heureux délire
Quand tu fais résonner ta lyre
Le vin est plus frais, et le soleil moins chaud. »*

Carnot à son tour remercie la docte assemblée par ce chant bachique :

*« Chantant ribon-ribaine
Le bonhomme Silène
D'un grand verre nanti
Buvait comme une éponge
Et valait sans mensonge
Le plus franc Rosati.*

Bien mieux que la physique

*Notre système explique
La foudre et ses carreaux
Quand vous croyez qu'il tonne
C'est que Bacchus entonne
Du vin dans ses caveaux..... »*

En 1787, Carnot fait entrer sous le « berceau » des roses De Champmorin, major du corps royal du Génie. Cette entrée n'est pas complètement anodine car Carnot, capitaine du Génie, auteur d'un éloge à Vauban, est opposé au capitaine d'artillerie Choderlos de Laclos, auteur d'un écrit contre le même Vauban à propos de l'utilité des places fortes.

Il reçoit également Baillet de Vaugrenant, major de la citadelle, à qui il dédie ces quelques vers :

*« A Vaugrenant
Qui va sans cesse
En se plaignant
Et que pourtant
L'on voit marchant
Vers le Permesse »*

De sa faiblesse



Carnot et Sophie Du Pont, mariés à Satpewick près de Saint-Omer dans le Pas-de-Calais, le 17 mai 1791

Carnot se sent heureux dans ce milieu composé majoritairement de célibataires dont il fait partie. Comme eux, il s'essaye aux joutes d'amour :

*« J'ai deux maîtresses au lieu d'une
La raison dit : n'en prends aucune
L'amour dit : pourquoi pas deux ?
J'ai deux maîtresses au lieu d'une
C'est être ma foi trop heureux... »*

C'est un autre poème qui établit sa réputation : « Je ne veux pas ». Il est continuellement redemandé et personne ne se lasse de l'écouter :

*« D'où te vient cette fleur charmante ?
Elle est divine, elle m'enchant, disait Lucas,
Donne-la moi, belle Thémire,
-Monsieur, cela vous plaît à dire
Je ne veux pas...
...
Belle, de l'amant qui vous presse
Voulez-vous augmenter l'ivresse
En pareil cas ?
Tout en faisant ce qu'il désire
N'oubliez jamais de lui dire
Je ne veux pas »*

Ce poème sera mis en musique par Léon Jacquet.

Carnot publie entre 1780 et 1792 des pièces dédiées à sa future femme Sophie. Elles seront insérées dans les Opuscules publiés en 1820 : *Les mœurs de mon village*, *Le siècle d'or* (satire de la vénalité), *Jamais et Pourtant* etc...

En mai 1787, Carnot intègre l'Académie, cette dernière et la société des Rosati constituant les rendez-vous de l'esprit à Arras. Nombre d'intellectuels sont d'ailleurs membres des deux sociétés.

(Suite page suivante)

Carnot n'oublia jamais les liens qui l'unirent aux Rosati. Ayant quitté Arras, il restera en relation avec eux et fera appel à certains d'entre eux quand des fonctions importantes lui seront confiées.

Il fut l'un des Rosati les plus éminents de son époque et porta l'amour de la rose jusqu'à donner à son fils aîné, et à son

petit-fils (qui deviendra en 1887 président de la République) le prénom de Saadi, poète des roses d'Ispahan. Les Rosati lui doivent leur devise : « *On ne meurt pas quand on est Rosati.* »

Rose-Marie Normand et Thérèse Ruffault (ROSATI)

Ref : - J et N Dhombres : « Lazare Carnot »

Carnot, Député du Pas-de-Calais

On cite rarement Lazare Carnot comme un, des grands hommes du Pas-de-Calais. Il l'est pourtant à plusieurs titres

C'est vrai qu'il n'y est pas né, mais il y vécut (à Arras, Béthune, Calais, Aire sur la Lys et surtout Saint-Omer où il fonda une famille), au moins autant que dans sa Bourgogne natale. Il en fut deux fois le représentant élu, et y joua auprès de l'Armée du Nord un rôle important en des moments cruciaux de notre histoire. Rappelons rapidement sa carrière d'élu du peuple.

Les deux frères Carnot élus députés à l'Assemblée législative

La Constituante dissoute, c'est en septembre 1791 que furent élus les députés à l'assemblée législative. Lors d'assemblées primaires réunies par canton, les citoyens actifs (les pauvres étant exclus) avaient désigné les 637 électeurs qui se réunirent à Arras pour choisir les 11 députés du Pas-de-Calais.

On élisait un député à la fois et les opérations durèrent du 30 août au 2 septembre. Le premier élu fut Claude-Marie CARNOT dit FEULINT qui obtint au 3ème tour 353 voix. Il était le frère cadet de Lazare CARNOT, et beaucoup plus connu que son aîné.

Capitaine du génie, lui aussi, CARNOT-FEULINT, était bien implanté à Saint-Omer, où il avait épousé en 1790 la fille d'un riche notable. Il était président de la société des Amis de la Constitution et avait été élu administrateur du département. Contrairement à son frère Lazare, CARNOT-FEULINT était un excellent orateur.

Lazare CARNOT, alors en garnison à Aire-sur-la-Lys, où il présidait la Société des Amis de la Constitution ne fut élu que le neuvième député du Pas-de-Calais.

D'abord Girondin, LAZARE CARNOT se rapproche des Montagnards

A l'assemblée Législative Lazare siégea au Comité des d'Instruction publique et son frère cadet au Comité militaire. Ils ne firent tous deux qu'une brève apparition au club des Jacobins. Ils se montrèrent très attachés au strict respect de la Constitution et partisans de l'ordre. A l'opposé de Robespierre, ils prirent le parti des Girondins en faveur de la guerre que déclara le roi.

Mais apparurent progressivement des divergences entre les deux frères. Carnot-Feulint critiquait les ministres mais pas le roi. Lazare se rapprochait de plus en plus des « violents » parmi les députés de gauche et des hommes du 10 août. « *Qui veut la liberté veut l'égalité* » disait-il.

Sitôt le roi renversé, dès le 11 août, le député LAZARE CARNOT fut désigné avec Coustard et Prieur de la Côte d'Or comme commissaire auprès de l'Armée du Rhin, en Alsace, pour faire accepter par les militaires les événements du 10 août. Mission délicate : les généraux étaient nobles, l'armée de ligne plutôt contre-révolutionnaire, les autorités civiles (comme le

maire de Strasbourg Dietrich) très hostiles aux jacobins. Lazare Carnot réussit cependant à faire accepter par l'armée les bouleversements intervenus.

Elu à la Convention

L'élection de cette troisième assemblée se fit pour le Pas-de-Calais dans l'église de Calais du 2 au 10 septembre 1792. Les 775 électeurs avaient cette fois été choisis sans exclusion des citoyens les plus pauvres. Maximilien ROBESPIERRE fut élu le premier, mais en même temps qu'à Paris, et comme il choisit la capitale c'est Lazare CARNOT, élu avec 677 voix, qui le remplaça. Son frère CARNOT-FEULINT avait alors perdu beaucoup de son aura et ne fut plus proposé. Les électeurs du Pas-de-Calais lui reprochait « *d'avoir abandonné la cause du peuple* ».



En mission ou au CSP, rarement assis sur les bancs de l'Assemblée.

A peine rentré de sa mission à l'Est qui lui avait valu une réelle notoriété, le député CARNOT fut élu au Comité de la Guerre et au Comité Diplomatique et dès le 23 septembre 1792 envoyé à la tête d'une mission dans les Pyrénées et pour rétablir l'ordre et réorganiser l'armée du midi face aux menaces venant d'Espagne.

Il fut de retour à la Convention, début janvier 1793, juste à temps pour voter la mort du roi.

En février CARNOT, à la tête du Comité diplomatique, fit voter l'annexion de Monaco et d'une partie de la Belgique et dès le 9 mars il partait en mission auprès de l'Armée du Nord et des Ardennes et ne rentra définitivement à Paris que le 21 octobre.

Il avait entre temps, le 14 août 1793, été élu au Comité de Salut Public auquel il consacra bientôt l'essentiel de ses longues journées de travail. Il y joua un rôle décisif sur les questions militaires qui lui valurent de passer à la postérité sous le titre « *d'organisateur de la victoire* ».

On le vit cependant, en octobre 1793, quitter ses bureaux pour, avec DUQUESNOY, rejoindre le général JORDAN et participer à la bataille victorieuse de Wattignies. Piètre orateur, Lazare CARNOT intervint rarement dans les débats à la Convention. Opposé à Saint-Just sur les options militaires et à Robespierre sur les questions sociales il vota leur mort en thermidor an II puis échappa lui-même de justesse à la mise à l'écart des principaux responsables de la Terreur.

Député, Lazare CARNOT le fut à nouveau, au Conseil des Anciens sous le Directoire, mais cette fois élu par la Sarthe.

La carrière du député-militaire prit alors un tout autre tour : nous aurons l'occasion d'y revenir. C.L.

Comment le roturier Lazare Carnot a-t-il pu devenir capitaine ?

C'est la question que nous a posée un lecteur, sachant que sous l'ancien régime, dans l'armée, les grades supérieurs étaient réservés aux nobles.

Né le 13 mai 1753 à Nolay (en Bourgogne), Lazare Nicolas Marguerite CARNOT était le quatrième fils d'un avocat au parlement de Bourgogne, notaire royal, juge et bailli de Nolay ; personnage important certes, mais nullement noble.

C'est en 1768, à la fin de ses études au petit séminaire d'Autun, au moment de choisir sa voie, que le jeune Lazare et sa famille optèrent pour la carrière militaire.

C'est en fait le duc d'Aumont, marquis de Nolay, (un des plus riches seigneurs du royaume dont le père de Lazare était le bailli) qui, ayant pris en estime le garçon, pesa sur cette décision. Il chargea son intendant des démarches pour que Lazare, doué en mathématique, puisse exceptionnellement entrer dans le corps du Génie, où l'on n'admettait que des jeunes gens qui fissent preuve de noblesse.

Il était alors inconcevable d'admettre que les élèves de l'école de Mézières, où étaient formés les futurs officiers du Génie, « puissent avoir pour compagnons d'étude des gens de basse éducation ».

On acceptait cependant, dans de rares cas, des candidats qui pouvaient justifier de l'existence dans leur famille de parents qui se seraient illustrés dans le service militaire. Les Carnot purent faire état de six cousins et oncles du côté paternel, qui, en remontant jusqu'en 1576, se distinguèrent comme capitaines.

Les interventions auprès du duc de Choiseul ministre du roi s'échelonnèrent de mars à novembre 1769. C'est en décembre 1769 qu'arriva enfin à Nolay la lettre d'examen qui permettait à Lazare Carnot de se préparer au concours d'entrée à l'école royale d'officiers du Génie de Mézières.

Il n'y avait que vingt places à pourvoir pour cent candidats, et la préparation à ce concours nécessitait de recourir à la compétence d'un professeur de mathématique qu'on ne pouvait trouver qu'à Paris.

Il s'en trouva un de bonne réputation qui prit en charge son élève pour une année d'études, au tarif très élevé de mille trois cents livres, plus le bois, la lumière, le maître de dessin et le perruquier et le blanchissage, soit trois cents livres de plus.

Le duc d'Aumont proposa d'héberger le dimanche le jeune candidat en son magnifique hôtel parisien du faubourg Saint Germain.

C'est en février 1770 que Lazare Carnot entreprit les études qui le conduisirent au premier concours préparatoire et éliminatoire d'entrée à l'école du génie.

Il n'y fut classé qu'en douzième des quinze catégories, mais jugé intelligent malgré son jeune âge.

Au concours suivant, en février 1771, Lazare était le troisième des 15 admis sur 115 candidats et partait aussitôt

pour Mézières.

Les études duraient deux ans et, en février 1773, Lazare Carnot, alors âgé de 20 ans, sortit avec les épaulettes d'ingénieur et le grade de lieutenant. En garnison successivement à Calais, Cherbourg, Béthune, c'est en 1783 qu'il arriva à Arras avec le grade de capitaine.

Le duc d'Aumont renouvela les mêmes démarches pour Claude Marie Carnot (né en 1755), que celles menées pour son frère Lazare. Et Claude Carnot fit en 1774-1775 les mêmes études que son aîné à l'école de Génie de Mézières. Il en sortit en 1776 avec le grade de lieutenant. En garnison à Calais, puis à Landau, et de nouveau à Calais en 1788, il y fut fait capitaine avant de partir pour Saint-Omer en 1790.

Dès le début de la Révolution, à laquelle ils adhèrent d'emblée, les deux frères capitaines du Génie, connurent un temps, dans le Pas-de-Calais un sort assez proche (1).

Le plus en vue fut d'abord, Claude, le cadet, dès lors connu sous le nom de Carnot-Feulint. Il présida la Société des amis de la Constitution de Saint-Omer, fut élu administrateur puis président du département.

En 1791 il fut élu le premier des députés du Pas-de-Calais à la Législative tandis que son frère aîné Lazare était lui aussi choisi, mais en neuvième position sur onze.

Mais en 1792 pour les élections à la Convention, Lazare fut élu en première position et Carnot-Feulint éliminé de la députation.

Dès lors leurs carrières militaires divergèrent.

Claude Carnot Feulint, devint lieutenant colonel chargé des fortifications en 1792, inspecteur général de l'armée en l'an VIII, puis lieutenant-général du Génie.

Pris par les éminentes responsabilités qu'on connaît, au sein du Comité de salut public puis à la tête du Directoire et comme ministre sous le Consulat, etc... Lazare Carnot, « l'organisateur de la victoire » ne resta que chef de bataillon jusqu'en 1814 date à laquelle Napoléon le fit brusquement général de division et le chargea de la défense d'Anvers.

Christian Lescureux

(1) Y compris sur le plan privé, puisqu'en mai 1790, Lazare Carnot épousa, à Salperwick (près de Saint-Omer), Sophie du Pont de Maninghem, et qu'en mai de l'année suivante Claude Carnot-Feulint épousa à Saint-Omer, Marie Adélaïde du Pont de Maninghem la sœur de Sophie.



1791 : L'EGLISE SECUEE PAR DE PROFONDS BOULEVERSEMENTS

Moins de la moitié des curés du Pas-de-Calais prêta le serment

Nous avons vu qu'à Arras (1) seuls prêtèrent le serment, un curé et un vicaire. Il en fut de même à Boulogne et à Montreuil ; à St-Omer il n'y eut aucun jureur.

Dans les campagnes, les prestations de serment s'étalèrent de janvier à juin. Dans le district d'Arras la moitié des curés prêta serment, mais ils ne furent que 40 dans le district de Montreuil, 18 dans celui de St-Omer, et très minoritaires aussi dans ceux de Bapaume, Béthune et Saint-Pol.

Il faut dire qu'ayant reçu des consignes de leurs ci-devant évêques (bientôt tous trois émigrés) de nombreux ecclésiastiques firent mine de prêter le serment mais l'assortirent d'un ajout qui le rendait inacceptable. Ainsi, le curé d'Achicourt, près d'Arras, aussitôt dite la messe, s'adressant aux fidèles lut la déclaration suivante: *Je jure et promets de veiller avec soin sur les fidèles qui me sont confiés, d'être fidèle à la loi, au roi et à la constitution décrétée par l'assemblée nationale, sanctionnée par le roi, si elle ne contient rien de contraire à la discipline spirituelle de l'église catholique, apostolique et romaine.* (signé : Cuveilliers curé à Achicourt).

Ayant assisté à l'office, les autorités de la commune publièrent aussitôt ce texte : *Nous sous signés Maire et Greffier de la municipalité d'Achicourt certifions que le susdit serment de la messe que le curé de la paroisse nous a présenté le 23 janvier de cette année, nous n'avons pas voulu recevoir ce serment parce qu'il était contraire à celui décrété par l'assemblée nationale en foi de quoi nous avons signé...*

Mars 1791 : l'élection de l'évêque du Pas-de-Calais

L'assemblée nationale avait décidé qu'il n'y aurait qu'un diocèse par département et que l'évêque serait choisi par les électeurs préalablement désignés par les citoyens actifs. Ils furent 497, les 27, 28 et 29 mars 1791, réunis en l'église St-Nicolas-sur-les Fossés (la cathédrale étant alors en piteux état).

C'est CARNOT-FEULINT, officier du Génie (le frère cadet de Lazare CARNOT) récemment élu administrateur du département et futur député, qui présida aux opérations précédées d'une messe solennelle à laquelle assistèrent les plus hautes autorités civiles et militaires du Pas-de-Calais.

DUFLOS, le curé du petit village d'Hesmond, élu au troisième tour avec 198 voix mais s'étant récusé c'est finalement Pierre-Joseph PORION (2), le curé de la paroisse de St Nicolas des Fossés d'Arras qui fut élu. DUPONT, doyen de Marquise fut élu son premier vicaire épiscopal. Des coups de canon et une sonnerie des cloches de toutes les églises conclurent cette élection.

Agé de 48 ans, PORION était un prêtre très cultivé, ancien professeur de philosophie. C'est Talleyrand, alors évêque de Paris, qui l'avait consacré.

Le jour des Rameaux il fit un sermon dans lequel il accusait les grands de l'église, assoiffés de richesses, d'avoir « rendu la religion méconnaissable »

« L'égalité est l'essence même de la religion » disait-il, ajoutant : « Il n'est pas possible de ne pas reconnaître le doigt de Dieu dans la Révolution française ».

C'est par petites étapes qu'il se rendit au siège épiscopal fixé à Saint-Omer. Son traitement annuel était de 12 000 à 20 000 livres

Mai-Juin 1791 : l'élection des curés

Le nombre des paroisses fut fortement réduit. Plus de la moitié des villages en fut dépourvue. Le district d'Arras ne compta plus que 42 cures (de 1 200 à 1 500 âmes) avec chacune un ou deux vicaires. A Arras il n'y eut plus que 4 paroisses, au lieu de 11, et 4 succursales.

En mai et juin 1791 on procéda à l'élection des curés de chaque paroisse. A Arras, le curé de St-Vaast fut élu par 31 par voix, celui Ste Croix par 41 voix. Joseph Le BON, le futur conventionnel, alors curé de Neuville-Vitasse, fut élu avec 34 voix.

De fortes animosités parfois violentes se manifestèrent entre jureurs et réfractaires et entre les fidèles et les jureurs qu'on leur imposait. C'est ainsi que dans le petit village d'Oeuf-en-Ternois, une famille en deuil arrivée dans l'église pour la cérémonie, abandonna le cadavre du défunt en se voyant accueillie par un curé jureur. A Boulogne le chanoine Coquatrix, jureur, ne pouvait sortir que protégé par la garde nationale.

Mais partout les Sociétés des Amis de la Constitution (les jacobins) multipliaient les publications et déclarations pour dénoncer les menées des réfractaires et louer les ministres du nouveau culte.

Dès novembre 1791, le clergé réfractaire va subir les rigueurs de la législation. Ceux qui n'auront pas prêté le serment exigé seront déclarés suspects de révolte contre la loi et placés sous la surveillance des autorités officielles et interdits de culte. Ils se trouveront souvent rejetés dans les rangs de la contre-révolution.

Christian Lescureux

(1) Voir *Incorruptible* n° 87

(2) Voir sa biographie dans l'*Incorruptible* n° 46

LA PREMIERE REPUBLIQUE, 1792-1799 par Christine LE BOZEC Ed. Perrin (23 Euros)

Deux parties dans cet ouvrage consacré à la 1ère République, née le 22 septembre 1792 et morte le 18 brumaire An VIII avec le coup d'Etat qui installe le Consulat.

La première suit les événements : une course événementielle effrénée. Racontée à vive allure, elle souligne les épisodes essentiels et en campe les acteurs.

Plus neuve est la seconde partie. Elle détache et dissèque les caractères de la période en jouant sur les ruptures et les continuités. Chemin faisant, elle ouvre des pistes qui susciteront discussions et débats. Ainsi, malgré des pics de radicalité (les Terreurs), la permanence du personnel politique et de ses idées - celle de la pensée libérale de la bourgeoisie révolutionnaire de 1789 - l'emporte.

Ces opportunistes, qui, réussissant l'amalgame entre leur volonté libérale et une nécessité jacobine, souhaitent un régime autoritaire. Réalistes, ils reconnaissent que la politique a été un moyen d'ascension sociale. La politique est devenue un métier...



DAVID, LA POLITIQUE ET LA REVOLUTION par Antoine SCHNAPPER Ed. Gallimard Coll. "Bibliothèque illustrée des Histoires" (39 Euros 90)

Les recherches menées par Antoine Schnapper (1933-2004) sur David et la politique ont marqué les études sur l'histoire de l'art.

Le moment était venu de les revisiter. Au cœur de ces travaux, les contributions au catalogue de la grande exposition David de 1989 et trois études brèves, mais percutantes, qui balisent les segments capitaux de la vie de l'artiste : l'Ancien Régime, la Révolution et l'Empire.



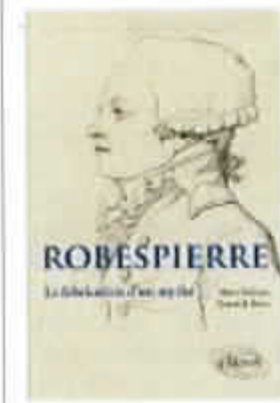
LUMIERES ET REVOLUTIONS par Olivier Coquard PUF coll. « une histoire personnelle »

En un siècle, la France, modèle de la monarchie absolue, est devenue un État constitutionnel. Comment cette mutation profonde s'est-elle opérée ? Comment sont nées les valeurs des Lumières et comment sont-elles devenues communes à la majorité des Français ? Qui sont ces hommes des Lumières qui renversent un roi, inventent une république puis construisent un Empire, sans jamais perdre de vue la finalité d'un bonheur universel ? La période révolutionnaire et l'Empire sont des moments d'expérimentation et de concrétisations, souvent tragiques, des idées des Lumières. Reste qu'encore aujourd'hui, les vibrations de cette explosion résonnent dans le monde entier.



ROBESPIERRE, LA FABRICATION D'UN MYTHE par Marc Bélissa et Yannick Bosc Ed. Ellipses

« Ce livre offre une synthèse fondamentale sur les légendes créées autour du personnage, vite devenu un élément clé dans l'interprétation de la Révolution française. Plusieurs historiens du XIXe siècle ont avancé des idées, ensuite reprises et développées par d'autres : Michelet et sa méfiance pour un Robespierre prêtre; Blanqui, qui oppose aux Enragés et Hébertistes un Robespierre bourgeois; Comte et Quinet qui affrontent Robespierre et Danton, le second supposé homme d'action et homme d'état, le premier cantonné à une pensée abstraite et dangereuse, etc. Avec le moment Jaurès-Mathiez (1900-1932), le combat contre les calomnies prend une nouvelle ampleur (publication des Œuvres complètes, fondation de la société des Etudes Robespierristes) et il se poursuit aujourd'hui [...]



En 2014, mieux comprendre Robespierre passe d'abord par le fait de lire ses écrits (les Œuvres complètes, publiées par la S.E.R.). Nombreux sont ceux qui demeurent d'une saisissante modernité, ce qui ne saurait être un hasard dans le fait que la légende noire survive.

Pour mieux analyser celle-ci et continuer à la combattre, cet ouvrage mérite une large diffusion. »

Michel Biard, historien

1792, ENTRER EN REPUBLIQUE Editions A. Colin

Comment les Français et les Conventionnels sont-ils « devenus républicains » au cours des semaines qui suivent le 21 septembre 1792 ? N'ayant jamais été formellement proclamée, la Première République est-elle un choix par défaut, l'aboutissement d'une maturation née des spécificités du processus révolutionnaire depuis la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, l'ambition d'un dépassement des expériences républicaines antérieures ? Comment les massacres de septembre, le contexte international, la guerre, les relations diplomatiques, l'immigration politique jouent-ils dans le moment électoral, dans la mise en place et la reconnaissance du nouveau régime ? Comment les corps constitués, les groupes d'influence ? et au premier rang l'Église ? accueillent-ils celui-ci ? Une Assemblée qui ne comprend qu'une moitié de ses membres a-t-elle la légitimité suffisante pour engager le pays entier dans un autre système politique ?

Telles sont quelques-unes des principales questions auxquelles cet ouvrage collectif auquel ont collaboré pas moins de 23 chercheurs et historiens, tente de répondre.

Michel Biard, Professeur à l'Université de Rouen.
Philippe Bourdin, Professeur à l'Université Clermont 2.
Hervé Leuwers, Professeur à l'Université Lille 3.
Pierre Serna, Professeur à l'Université Paris 1.



Ce qu'ils ont dit de Robespierre

En 1911, **Jean Jaurès** publie « l'armée nouvelle », gros ouvrage qui, comme son titre l'indique, propose une refondation de l'armée et sa transformation en une armée défensive nationale. L'ouvrage est consacré à l'idée de la paix. Jaurès le pacifiste consacra ses dernières années à tenter, en vain, de préserver la paix internationale. Dans quelques mois auront lieu de nombreuses cérémonies commémorant le centenaire de son assassinat le 31 Juillet 1914, veille de la déclaration de guerre. La grande boucherie pouvait commencer.

Mais « l'Armée Nouvelle » est aussi un long rappel de notre histoire politique et militaire. La Révolution Française y est longuement évoquée et, par deux fois, Jaurès y fait un **magnifique éloge de Robespierre** (1). D'abord de l'homme qui, lui aussi, s'est opposé à la guerre en 1792 (1^{er} texte). Puis, surtout, de l'homme politique clairvoyant parce que toujours prodigieusement attentif aux moindres péripéties des situations et événements (2^{ème} texte).

Jean-Claude Martinage

Robespierre contre la guerre

Donner la liberté au monde par la force est une étrange entreprise pleine de chances mauvaises. En la donnant, on la retire. Et les peuples gardent rancune du don brutal qui les humilie... Robespierre l'avait pressenti ; il l'avait annoncé lorsque seul, aux Jacobins, en 1792, il luttait avec une obstination héroïque contre le parti de la guerre, contre l'entraînement belliqueux du peuple que son besoin d'action révolutionnaire poussait aux grandes aventures, bien au-delà de l'intrigue et des roueries de la Gironde. Il prédisait aux hommes impatientes d'aller à la liberté par le chemin hasardeux de la guerre, les convulsions contre-révolutionnaires qui sortiraient sans doute de la défaite, la dictature militaire qui sortirait de la victoire. Il leur montrait le reste du monde encore incapable de se libérer lui-même, destitué d'une bourgeoisie audacieuse, livré à l'ignorance, résigné à la tyrannie des nobles et des rois ; il criait aux exaltés cette magnifique parole : « Ce n'est pas à la pointe des baïonnettes qu'on porte aux peuples la Déclaration des Droits de l'Homme. » Grandes leçons et qu'il faut retenir pour préserver à jamais les peuples en révolution des tenta-

tions de la guerre, même s'ils croient par là brusquer dans le monde la victoire de l'idée.

La grandeur de Robespierre

Ce qui fait la grandeur impérissable de Robespierre, c'est qu'en même temps qu'il avait des vues très vastes, un système de démocratie dont le développement logique a concorde avec le mouvement général de la Révolution et dont toute l'histoire de France depuis cent vingt ans a été la justification éclatante, il a eu une attention prodigieuse à tout le détail de l'action publique, aux plus menus ressorts des partis, au moindre trépidement de la foule ; il surveillait, pour gouverner vers le but, vers l'étoile, tous les accidents de la route, toutes les nuances changeantes de la mer orageuse et trouble. Son effort de détail, quand on le suit dans la minutie des heures, est incomparable, et il avait dans l'esprit infiniment plus de réalité que son critique Taine, qui l'a dénoncé puérilement comme un ignorant et comme un idéologue, et qui croyait savoir beaucoup de faits parce qu'il avait pris beaucoup de notes.

Jaurès « L'armée nouvelle » éditions sociales p.64-65 et 241



Une réimpression attendue : Histoire socialiste de la Révolution française

L'édition Albert Soboul du chef-d'œuvre de Jean Jaurès

Devenue introuvable depuis plus de vingt ans, l'Histoire socialiste de la Révolution française de Jean Jaurès est pourtant une des plus importantes histoires des événements révolutionnaires jamais écrites. Reconnue comme source d'inspiration majeure par les plus grands historiens à l'échelle internationale, elle fut une des premières histoires de la Révolution qui traita de dimensions jusqu'alors presque inconnues : les mouvements populaires, l'histoire économique mais aussi l'histoire des mouvements révolutionnaires en Europe et les luttes anticoloniales au sujet desquels presque personne n'avait porté attention avant lui.

Elle est aussi un chef-d'œuvre d'écriture et de lyrisme, évoquant au plus près les acteurs et les scènes tragiques de la Révolution. La présente édition reprend le remarquable travail d'érudition et d'appareil critique d'Albert Soboul, les propos introductifs de Madeleine Rebérioux et Ernest Labrousse, tout en proposant deux nouvelles préfaces des spécialistes actuels reconnus de l'histoire du socialisme (Jean-Numa Ducange, maître de conférences d'histoire contemporaine à Rouen) et de la Révolution française (Michel Biard, professeur d'histoire moderne et de la Révolution à Rouen,

président de la Société des études robespierristes), faisant le point des recherches sur Jaurès et la Révolution depuis les années 1970. Quelques documents annexes, parfois inédits, sur la réception de l'œuvre, complètent l'ensemble. L'illustration a été entièrement revue, à partir de la numérisation des fonds du cabinet des Estampes à la BNF, du musée Carnavalet, des Archives nationales.



L'Histoire socialiste de la Révolution française de Jean Jaurès parut entre 1900 et 1903 sous forme de livraisons bimestrielles chez Jules Rouff. 4 gros volumes rouges sortirent de décembre 1901 à 1904. Une première édition scientifique fut réalisée par Albert Mathiez dans les années 1920.

L'édition reprend celle des Éditions sociales, dirigée par Albert Soboul (7 volumes reliés parus entre 1967 et 1968, illustrés de 450 reproductions, principalement de gravures).

En souscription dès maintenant au prix global de 80 € (au lieu de 120 €). Bulletin de souscription à télécharger sur le site des Editions Sociales <http://www.editionssociales.fr>